

Les services maintiennent l'emploi en région

Les effectifs et établissements en PACA par secteur d'activité

Tableau 1

	Effectifs					Etablissements	
	Structure 2010	Eff. moyen 2010 (milliers)	Part dans les établissem. - 10 sal.	Evolution 2010/2009	Evolution 2010/2005	Nombre 2010 (milliers)	Structure 2010
Industrie	11,9 %	152,2	16,5 %	-2,6 %	-5,2 %	11,3	6,9 %
dont							
CA - Industries agro-alimentaires	2,0 %	25,6	37,6 %	-0,6 %	-2,6 %	3,5	2,1 %
CM - Ind. meuble, réparation et instal. machines	1,5 %	18,7	29,9 %	-3,9 %	-1,9 %	2,6	1,6 %
EZ - Prod. et distrib. eau, assainissement	1,1 %	14,5	5,0 %	0,8 %	7,8 %	0,6	0,4 %
CL - Fabrication de matériels de transport	1,1 %	14,1	2,5 %	-0,3 %	7,3 %	0,2	0,1 %
CH - Métallurgie et fabric. produits métalliques	1,0 %	13,2	16,6 %	-5,2 %	-10,0 %	0,9	0,5 %
E3 - Ind. Equip. électriques / électroniques	0,9 %	11,4	5,1 %	-2,2 %	-10,2 %	0,3	0,2 %
Construction	8,8 %	111,7	43,0 %	-2,8 %	8,8 %	20,5	12,6 %
Commerce	18,8 %	239,8	30,2 %	-0,6 %	0,6 %	37,3	22,9 %
Services (y/c Intérim)	60,5 %	771,0	22,2 %	1,1 %	6,8 %	93,8	57,5 %
dont							
NZ - Sces administratifs, soutien (aux entreprises)	9,8 %	124,6	15,9 %	1,8 %	1,8 %	14,0	8,6 %
Intérim	2,9 %	36,7	NS	4,3 %	-13,9 %	1,2	0,7 %
HZ - Transports et entreposage	8,3 %	105,6	7,1 %	-0,6 %	-0,1 %	5,1	3,1 %
IZ - Hébergement et restauration	8,2 %	104,5	39,9 %	2,0 %	10,2 %	17,4	10,7 %
QB - Action sociale et héberg. médico-social	6,2 %	78,7	3,9 %	4,2 %	27,0 %	3,0	1,8 %
MA - Activités juridiques, conseil, ingénierie	4,8 %	61,0	36,0 %	1,0 %	15,0 %	10,0	6,1 %
QA - Activités pour la santé humaine	4,4 %	55,6	20,5 %	1,5 %	8,7 %	7,6	4,6 %
Total	100 %	1 275,0	24,8 %	0,0 %	4,5 %	163,0	100 %

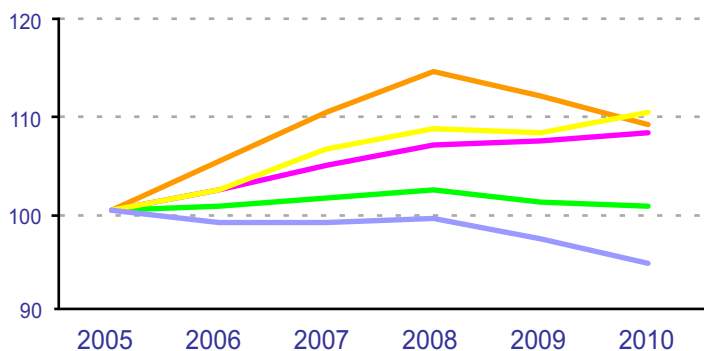
Source Urssaf - Acoiss

Parmi les quatre grandes branches d'activités, seule celle des Services affiche une croissance positive de l'emploi en 2010 (+1,1 %). Cette progression est précieuse au regard du poids du tertiaire dans l'économie régionale (60 %). Elle est suffisante pour compenser les pertes enregistrées dans les autres secteurs, allant de -0,6 % à -2,8 % (Construction). Le BTP est ainsi dans une position singulière, accusant la plus forte dégradation sur un an mais le plus fort dynamisme sur cinq ans (+8,8 %). Les pertes de l'industrie sur la dernière année (-2,6 %) viennent accentuer le repli structurel du secteur sur plus longue période (-5 %).

Hormis l'industrie sur de nombreux pans d'activité et le BTP, le commerce et le transport sont aussi en difficultés cette année. Inversement, le tertiaire affiche un réel dynamisme en 2010. L'emploi évolue dans six des sept principales activités de services. Si l'intérim est en toute logique prisé en cette année de sortie de crise, l'action sociale et l'hébergement médico-social, l'hébergement et la restauration font également partie des secteurs qui permettent de maintenir l'emploi en PACA.

Evolution annuelle des effectifs en PACA de 2005 à 2010 (base 100 : 2005)

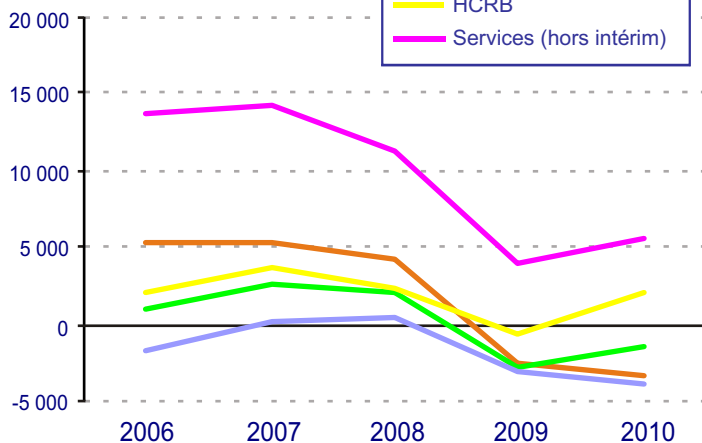
Graphe 1



Source Urssaf - Acoiss

Variation annuelle des effectifs en PACA de 2006 à 2010

Graphe 2



Source Urssaf - Acoiss

Une sortie de crise plus rapide dans le Var et les Alpes-de-Haute-Provence

L'analyse départementale des effectifs par grands secteurs

04 - Alpes-de-Haute-Provence

Nombre de salariés en 2010 (milliers)	32,4	
	10/09	10/05
Variation en milliers	0,2	1,4
Evolution en %	0,7 %	4,7 %

Tableau 1		Structure des effectifs 10	Evolution 10/09	Evolution 10/05
Industrie		14,5 %	-0,2 %	-7,5 %
Construction		11,0 %	-5,8 %	1,0 %
Commerce		20,2 %	1,9 %	3,7 %
HCRB		8,8 %	2,4 %	12,3 %
Autres services		40,8 %	0,3 %	8,0 %
Intérim		4,6 %	17,6 %	21,3 %

05 - Hautes-Alpes

Nombre de salariés en 2010 (milliers)	33,4	
	10/09	10/05
Variation en milliers	0,1	1,2
Evolution en %	0,4 %	3,8 %

Tableau 2		Structure des effectifs 10	Evolution 10/09	Evolution 10/05
Industrie		6,7 %	-3,0 %	-6,3 %
Construction		12,7 %	-4,4 %	3,2 %
Commerce		19,8 %	1,1 %	1,7 %
HCRB		12,6 %	1,8 %	3,7 %
Autres services		46,5 %	1,2 %	6,4 %
Intérim		1,8 %	15,3 %	10,4 %

06 - Alpes-Maritimes

Nombre de salariés en 2010 (milliers)	300,5	
	10/09	10/05
Variation en milliers	-2,1	8,3
Evolution en %	-0,7 %	2,8 %

Tableau 3		Structure des effectifs 10	Evolution 10/09	Evolution 10/05
Industrie		9,8 %	-2,4 %	-7,1 %
Construction		8,3 %	-4,5 %	3,4 %
Commerce		18,5 %	-1,0 %	-0,1 %
HCRB		11,0 %	0,9 %	5,9 %
Autres services		50,2 %	0,1 %	7,7 %
Intérim		2,2 %	-1,4 %	-29,9 %

13 - Bouches-du-Rhône

Nombre de salariés en 2010 (milliers)	568,3	
	10/09	10/05
Variation en milliers	0,6	27,2
Evolution en %	0,1 %	5,0 %

Tableau 4		Structure des effectifs 10	Evolution 10/09	Evolution 10/05
Industrie		13,4 %	-2,9 %	-5,4 %
Construction		7,7 %	-2,7 %	11,5 %
Commerce		16,6 %	-1,2 %	-0,2 %
HCRB		5,7 %	3,7 %	16,8 %
Autres services		53,4 %	1,2 %	9,0 %
Intérim		3,2 %	3,0 %	-12,1 %

83 - Var

Nombre de salariés en 2010 (milliers)	205,4	
	10/09	10/05
Variation en milliers	1,8	12,5
Evolution en %	0,9 %	6,5 %

Tableau 5		Structure des effectifs 10	Evolution 10/09	Evolution 10/05
Industrie		9,8 %	-0,9 %	3,1 %
Construction		10,8 %	-1,2 %	8,2 %
Commerce		21,9 %	0,1 %	3,2 %
HCRB		11,0 %	1,2 %	8,4 %
Autres services		44,2 %	1,7 %	9,1 %
Intérim		2,4 %	9,3 %	-8,0 %

84 - Vaucluse

Nombre de salariés en 2010 (milliers)	135,0	
	10/09	10/05
Variation en milliers	-0,3	3,9
Evolution en %	-0,2 %	3,0 %

Tableau 6		Structure des effectifs 10	Evolution 10/09	Evolution 10/05
Industrie		14,6 %	-3,4 %	-8,4 %
Construction		9,8 %	-1,5 %	17,0 %
Commerce		23,4 %	0,5 %	0,0 %
HCRB		6,8 %	1,7 %	11,9 %
Autres services		41,6 %	0,0 %	6,3 %
Intérim		3,8 %	7,7 %	-9,2 %

Source Urssaf - Acoiss

La croissance de l'emploi, nulle au plan régional, cache des réalités départementales différentes. Le Vaucluse et les Alpes-Maritimes accusent un différentiel d'emploi négatif sur un an. Dans ces deux départements, les services n'ont pas bénéficié de la même vigueur qu'ailleurs pour compenser les pertes de l'industrie, de la construction, du commerce (06), et de l'intérim (06). Cela se traduit sur cinq ans par une croissance de l'emploi inférieure à 3 %.

A l'inverse, le Var et les Alpes-de-Haute-Provence sont les mieux orientés avec des évolutions annuelles de 0,9 % et 0,7 %. Dans ces deux départements, l'industrie a plutôt mieux résisté qu'ailleurs. La construction varoise n'a de plus pas connu le repli enregistré dans les autres départements.

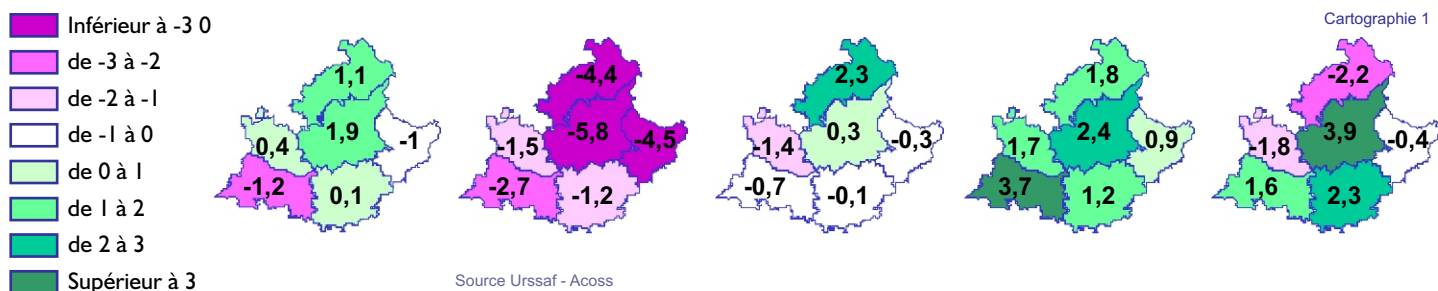
La croissance est plus timide dans les Hautes-Alpes (+0,4 %). Elle est nulle dans les Bouches-du-Rhône cette année : l'industrie, la construction mais aussi le commerce ont perdu des emplois en 2010.

Les trois activités dominantes en PACA encore en recul

Les activités phares dans la région du point de vue de l'effectif salarié

	Commerce ; réparation automobiles et motocycles	Construction	Transports et entreposage	Hébergement et restauration	Activités de services administratifs et de soutien
Niv 10 (milliers)	239,8	111,7	105,6	104,5	88,0
Evolution 10/05	0,6 %	8,8 %	-0,1 %	10,2 %	10,1 %
Evolution 10/09	-0,6 %	-2,8 %	-0,6 %	2,0 %	0,8 %

Evolution 2010/2009 par département



Les activités dominantes de la région n'ont pas évolué de concert sur 2010. Le secteur de l'hébergement et la restauration s'est bien porté, avec une pénétration marquée dans les Bouches-du-Rhône. Inversement, la construction a perdu des emplois dans toute la région. Cette perte dépasse -4,5 % dans les trois départements du flanc Est.

Les évolutions dans le commerce, le transport et les activités de services administratifs ont été plus contrastées. Les Alpes-Maritimes perdent des emplois sur ces trois branches d'activité.

Le TOP3 des activités * les plus "dynamiques" par département **
Hors ETT et activités du tableau ci-dessus

* présentant un effectif salarié dans le département supérieur à 1000
** Evolutions 10/05 les plus fortes

La plupart des activités les plus dynamiques sur cinq ans enregistrent une progression en 2010. Mais leur croissance annuelle, qui pouvait être même à deux chiffres sur 2005-2009, est fortement freinée sur la fin de période. Certaines activités affichent même des pertes d'emploi en 2010.

Ainsi, l'industrie de la cokéfaction qui affichait une forte croissance en 2009 dans les Bouches-du-Rhône recule de 7 % en 2010. Des difficultés sont également repérées sur la dernière année dans l'informatique varois, qui pénalise finalement peu l'évolution à moyen terme (46 %).

Notons parmi les branches les plus dynamiques en 2010 l'éducation (06), l'action sociale (06, 83), la fabrication de matériels de transport (83).

	Niv 10 (milliers)	Evol 10/09		Niv 10 (milliers)	Evol 10/09		Niv 10 (milliers)	Evol 10/09	
			Evol 10/05			Evol 10/05			Evol 10/05
Alpes-de-Haute-Provence	1,8	Industrie chimique		3,2	Action sociale et hébergement médico-social		1,3	Activités de services admin. et de soutien	
		3 %	36 %		1 %	23 %		4 %	20 %
Hautes-Alpes	2,6	Action sociale et hébergement médico-social		1,4	Autres activités de service		1,0	Activités juridiques, conseil, ingénierie	
		3 %	31 %		2 %	18 %		1 %	10 %
Alpes-Maritimes	8,8	Activités informatiques		15,1	Action sociale et hébergement médico-social		5,0	Education	
		3 %	40 %		5 %	36 %		8 %	26 %
Bouches-du-Rhône	3,2	Cokéfaction et raffinage		35,1	Activités informatiques		8,4	Activités juridiques, conseil, ingénierie	
		-7 %	30 %		4 %	22 %		-2 %	19 %
Var	2,5	Fabrication de matériels de transport		1,1	Activités informatiques		15,0	Action sociale et hébergement médico-social	
		5 %	48 %		-4 %	46 %		7 %	43 %
Vaucluse	2,1	Arts, spectacles et activités récréatives		13,3	Construction		5,1	Activités juridiques, conseil, ingénierie	
		1 %	21 %		-2 %	17 %		-1 %	17 %

L'emploi progresse sur cinq ans dans la majorité des pseudo-cantons

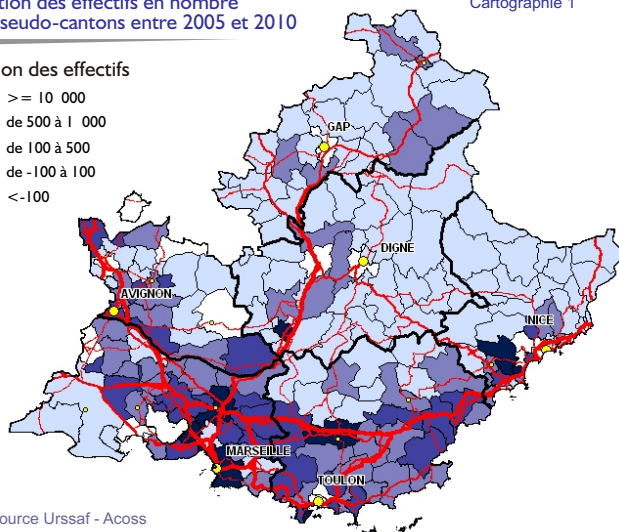
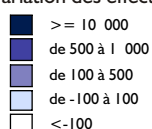
Variation des effectifs en nombre par pseudo-cantons entre 2005 et 2010

Cartographie 1

Evolution des effectifs en % par pseudo-cantons entre 2005 et 2010

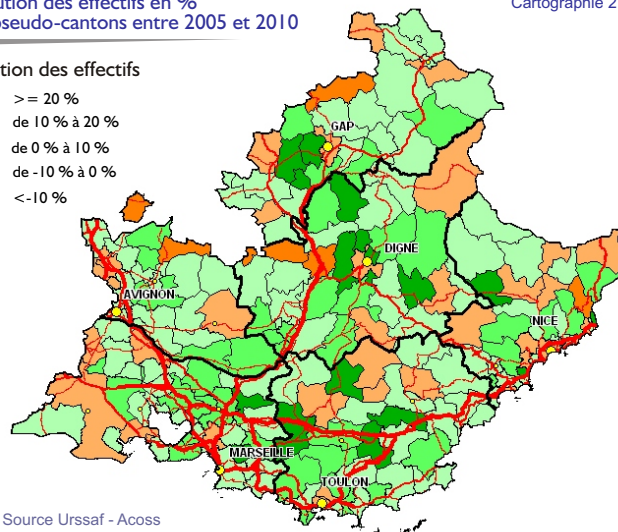
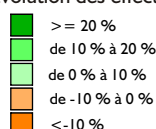
Cartographie 2

Variation des effectifs



Source Urssaf - Acoiss

Evolution des effectifs



Source Urssaf - Acoiss

L'évolution des effectifs par pseudo-cantons est forcément impactée par les tensions plus marquées sur le marché du travail depuis mi-2008. Malgré cette crise économique de grande ampleur, plus de 80 % des pseudo-cantons affichent une croissance de l'emploi sur les cinq dernières années. Si certains pseudo-cantons souffrent manifestement de leur éloignement par rapport aux axes de transport, d'autres au contraire à proximité sont également concernés, notamment sur le Vaucluse et les Alpes-Maritimes.

Les deux plus gros pseudo-cantons sont en repli sur 2010, Nice perdant même des emplois sur cinq ans. Cannes, Vitrolles et Antibes enregistrent aussi un recul annuel. A l'inverse, certaines zones importantes portent la croissance régionale, comme Aix-en-Provence, Toulon, Aubagne ou Le Bar-sur-Loup.

Les trois pseudo-cantons les plus dynamiques sur cinq ans parmi ceux de plus de 1000 salariés (Lorgues, Biot, Aix-en-Provence Nord-est) affichent une croissance de +30 % entre 2005 et 2010, malgré une forte décélération sur les deux dernières années. Sur les dix zones les plus dynamiques, cinq sont varoises, trois des Bouches-du-Rhône.

Les pseudo-cantons les plus employeurs

	Niv 10	Var 10/09	Evol 10/09
		Var 10/05	Evol 10/05
Marseille	246,3	-0,7 5,4	-0,3 % 2,3 %
Nice	102,9	-0,8 -0,2	-0,8 % -0,2 %
Aix-en-Provence	69,2	1,3 7,9	2,0 % 12,9 %
Avignon	40,4	0,3 0,9	0,7 % 2,2 %
Toulon	36,8	0,6 -0,3	1,7 % -0,7 %
Cannes	28,3	-0,2 -0,1	-0,7 % -0,3 %
Vitrolles	25,9	-0,1 1,6	-0,6 % 6,4 %
Aubagne	21,5	0,4 0,7	1,8 % 3,2 %
Le Bar-sur-Loup	19,5	0,4 2,8	1,9 % 16,7 %
Antibes	19,3	-0,2 0,4	-1,2 % 2,4 %

Source Urssaf - Acoiss

Les pseudo-cantons* les plus dynamiques**

	Niv 10	Var 10/09	Evol 10/09
		Var 10/05	Evol 10/05
Lorgues	2,3	0,1 0,6	3,8 % 33,6 %
Biot	7,9	0,0 1,8	0,5 % 30,2 %
Aix-en-Prop. Nord Est	3,4	0,0 0,8	1,0 % 30,1 %
Allauch	2,7	0,0 0,5	1,2 % 22,6 %
Besse-sur-Issole	1,6	0,0 0,3	-0,1 % 22,6 %
St-Maximin - Ste-Baume	4,1	0,2 0,7	5,0 % 20,3 %
La Roquebrussanne	1,5	0,0 0,3	3,3 % 19,7 %
Arles-Est	3,3	0,0 0,5	1,5 % 18,3 %
Pertuis	5,7	0,2 0,9	3,0 % 18,0 %
Brignoles	7,5	0,2 1,1	3,1 % 17,6 %

Source Urssaf - Acoiss

Méthodologie du bilan 2010

Les employeurs du régime général déclarent leurs cotisations sociales aux Urssaf à l'aide du Bordereau Récapitulatif des Cotisations (BRC) sur lesquels ils portent les différentes assiettes salariales (plafonnée, déplafonnée, CSG) donnant lieu à cotisations ou à allègements ainsi que leurs effectifs.

Le champ couvre l'ensemble des cotisants exerçant leur activité en PACA dans un secteur concurrentiel qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'Etat ou des collectivités locales), la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile. Le secteur concurrentiel diffère donc légèrement de celui retenu par l'Insee pour ses indices d'emploi salarié qui ne comporte pas l'éducation marchande, la santé marchande et l'action sociale ainsi que le secteur des associations et administrations privées. Par ailleurs, la source Insee comporte dans le secteur des services personnels et domestiques des estimations du nombre des salariés à domicile. Enfin, le champ Acoiss-Urssaf est assez proche de celui suivi par le Ministère du travail (enquêtes Acemo) et dans une moindre mesure de l'Unedic (aux grandes entreprises nationales près).

L'assiette salariale totale ou l'assiette déplafonnée désigne l'ensemble des rémunérations sur lesquelles repose le calcul des cotisations des assurances sociales, des accidents du travail et des allocations familiales, c'est-à-dire le salaire de base auquel s'ajoutent des compléments légaux, conventionnels ou attribués à l'initiative de l'employeur, sous forme de commissions, de primes, de rémunération des heures supplémentaires, de gratifications et d'avantages en nature. Elle se distingue de l'assiette "Contribution Sociale Généralisée" (CSG) qui comprend également les sommes allouées au titre de l'intéressement et de la participation.

L'effectif salarié figurant sur les BRC est un effectif en fin de trimestre ; chaque salarié compte pour un, indépendamment de sa durée de travail. Cet effectif donne lieu à de nombreuses vérifications par les Urssaf et l'Acoiss.

L'effectif moyen annuel est égal à la moyenne des effectifs moyens trimestriels, l'effectif moyen trimestriel étant égal à la demi-somme des effectifs de début et fin de trimestre.

Le salaire moyen par tête (SMPT) est calculé en rapportant la masse salariale du trimestre à l'effectif moyen observé sur le trimestre. Il est divisé par trois pour obtenir une grandeur mensuelle.

La taille d'une entreprise est recalculée chaque année. Ainsi, une même entreprise changeant de taille au cours du temps sera classée dans des classes distinctes.

Le canton est une subdivision du département depuis la loi du 8 janvier 1790. Il est représenté par un conseiller général élu. Le canton ne respecte pas toujours les limites communales.

Dans cette étude, le zonage utilisé fait appel aux "**pseudo-cantons**", autre notion utilisée par l'INSEE. Le pseudo-canton n'est pas un découpage administratif en tant que tel, et ne se justifie que par des préoccupations statistiques. La plupart des informations existent en effet au niveau des communes. Or, les cantons urbains intègrent souvent une ville-centre qui, d'un point de vue statistique, ne peut être distinguée du reste de l'agglomération.

Les cantons amputés de la ville-centre correspondante, de même que la ville-centre elle-même, constituent donc des pseudo-cantons.